

Statement

Department of  
External  
Affairs



Discours

Ministère des  
Affaires  
extérieures

88/03

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

Allocution

du très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'État aux Affaires extérieures,  
à la réunion annuelle  
de la Conférence de coordination au développement  
de l'Afrique australe

ARUSHA, TANZANIE

Le 28 janvier 1988

Secretary of State  
for  
External Affairs

Secrétaire d'État  
aux  
Affaires extérieures

Canada

Je me sens honoré d'être ici, car la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe est citée comme modèle d'efficacité partout où il est question de développement. D'autres continents, d'autres régions ont beaucoup à apprendre de la façon dont vous arrêtez vos priorités et dont vous les réalisez. Le Canada est fier d'être l'un de vos partenaires et espère multiplier les travaux que nous faisons ensemble. Ma collègue, l'honorabale Monique Landry, a annoncé notre décision d'augmenter de 25 % l'appui du Canada en faveur de la Conférence, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international. Les crédits consacrés aux projets de la Conférence devraient passer de 32 millions de dollars au cours de l'exercice actuel à 40 millions l'an prochain.

En plus du programme de la Conférence, le Canada fournit bien sûr, sous diverses formes, une aide au développement aux neuf pays membres de la Conférence. Les décaissements effectués l'an dernier au titre de la coopération de gouvernement à gouvernement avec les membres de la Conférence se sont élevés à 100 millions de dollars canadiens supplémentaires.

Nous avons annoncé deux grandes initiatives bilatérales. Au Mozambique, où notre assistance était jusqu'ici limitée à une aide humanitaire et alimentaire, nous lançons un programme suivi et planifié de coopération bilatérale. La valeur de ce programme devrait atteindre six millions de dollars canadiens par an et un protocole d'entente est sur le point d'être signé. Au Zimbabwe et au Botswana, nous débloquons 30 millions de dollars pour contribuer à financer une ligne électrique d'interconnexion de 200 kilovolts qui sera essentielle pour rendre le Botswana moins dépendant de l'électricité sud-africaine. Ce projet a fait l'objet d'un accord signé il y a un an par les chefs de gouvernement du Botswana, de la Zambie, du Zimbabwe et du Canada, alors que le Premier ministre Mulroney était le premier chef d'un grand pays occidental à se rendre au Zimbabwe.

Notre contribution permettra l'acquisition de lignes électriques, de sous-stations, de transformateurs et de réacteurs. Et je voudrais souligner un aspect particulier de ce projet : environ la moitié des crédits seront non liés et le projet sera exécuté par une firme du Zimbabwe et une firme du Canada qui travailleront en étroite collaboration. Nous continuons donc de renforcer les capacités des pays membres de la Conférence en faisant le plus possible appel aux compétences locales.

L'Afrique est très importante pour le Canada. Malgré les océans qui nous séparent, nous comprenons, comme vous, les défis que présentent l'établissement de communautés sur de

très vastes territoires, le développement d'une économie qui dépende moins des ressources naturelles, le rassemblement de cultures et de traditions différentes. Nous sommes une des nations occidentales dont la seule expérience du colonialisme a été d'être colonisé. Il y a bien sûr divers types de colonialisme. J'ai noté l'allusion de mon collègue de l'Union soviétique aux dangers d'ingérences étrangères en Afrique. Et nous oeuvrons à resserrer les liens qui nous rassemblent, au sein du Commonwealth, de la Francophonie et des agences des Nations Unies.

Au cours des trois dernières années, le Canada a procédé à un examen approfondi de son programme d'aide au développement, examen tout au long duquel l'Afrique est ressortie comme une priorité. Madame Landry publiera sous peu une stratégie mise à jour pour orienter la coopération au développement au moment où nous approchons de l'an 2 000. L'Afrique a une place prioritaire dans notre stratégie pour la coopération au développement de même que dans la politique étrangère du Canada en général.

Nous cherchons entre autres à accroître le commerce et l'investissement et faisons de modestes progrès dans ce sens. L'an dernier, quatre hommes d'affaires canadiens ont assisté à cette conférence. Cette année à Harare, où se tiendra la Conférence du commerce, il y en aura douze, soit presque autant d'hommes d'affaires que de bureaucrates. En février, l'association canadienne des exportateurs mettra sur pied, avec l'aide de l'ACDI, un bureau à Harare afin de promouvoir l'investissement canadien, les transferts de technologie et les coentreprises dans les pays membres de la Conférence. La visite que le Premier ministre Mulroney a effectuée récemment en Afrique australe a sensibilisé davantage les Canadiens, dont des hommes d'affaires, à la région. La lutte contre l'apartheid a provoqué certains déplacements d'intérêts d'affaires dans d'autres pays de l'Afrique australe. Mais ce n'est qu'un début et on ne peut pas encore parler de tendance. Et mon gouvernement souhaiterait vivement discuter de moyens réalistes d'intéresser davantage notre secteur privé à vos économies.

Tout comme les autres pays en développement, les pays membres de la Conférence ont à faire face aux problèmes de la dette, de la sécheresse, de la diversification et d'autres questions de développement. Mais ce qui diffère ici, c'est la présence hostile de l'apartheid qui n'est pas simplement le système d'un pays, mais une source importante d'instabilité dans tout le sous-continent. Entre autres effets, les politiques de l'Afrique du Sud en Afrique australe perturbent systématiquement le commerce et la croissance économique dans vos pays. La création de la Conférence elle-même est l'une des réactions les plus

efficaces aux politiques de l'Afrique du Sud et les pays ici présents et venant de l'extérieur de cette région se sont unis pour chercher à mettre sur pied des réseaux de transport, des réseaux de communication et autres infrastructures qui restent ouverts et fonctionnent. Je me réjouis par exemple à l'idée de rencontrer plus tard dans la journée des représentants de la Grande-Bretagne et du Mozambique afin de discuter de la remise en état de la ligne de Limpopo. Ce projet figurait parmi les diverses mesures prises contre l'apartheid et convenues par les leaders du Commonwealth à leur rencontre de Vancouver en octobre dernier.

Un autre résultat de la rencontre de Vancouver a été la création du Comité des ministres des Affaires étrangères, qui est chargé d'orienter et d'encourager au sein du Commonwealth, des mesures efficaces contre l'apartheid. J'aurai l'honneur de présider ce comité qui tiendra sa première rencontre à Lusaka dimanche soir. M. Ben Mkapa et moi-même rencontrerons ensuite nos homologues de l'Australie, de l'Inde, de la Guyanna, du Nigéria, de la Zambie et du Zimbabwe. Nous passerons systématiquement en revue le programme d'action convenu par les chefs du gouvernement du Commonwealth dans ce qu'on a appelé la Déclaration de l'Okanagan.

Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth entend procéder en ce concentrant sur quatre grands thèmes. Nous chercherons à nous assurer que la stratégie du Commonwealth, qui consiste à pousser l'Afrique du Sud à opérer des changements fondamentaux, soit renforcée en élargissant, en renforçant et en intensifiant les sanctions. Nous continuerons à favoriser une réaction plus globale de la communauté internationale afin de soulager le sort désespéré des voisins de l'Afrique du Sud. Nous entendons faire sentir notre action en Afrique du Sud même en augmentant l'appui accordé aux victimes de l'apartheid, en multipliant les efforts déployés pour encourager le dialogue avec ses opposants et entre ces derniers et en contrecarrant les puissantes armes que sont les campagnes de propagande et de censure sud-africaines. Enfin, nous chercherons des moyens de veiller à ce que l'Afrique du Sud respecte la résolution 435 du Conseil de sécurité et accorde à la Namibie l'indépendance qu'elle devrait avoir depuis longtemps.

Nous voulons nous assurer que l'action du Commonwealth reste efficace et que les regards du monde entier continuent de converger vers l'Afrique australe. Nous voulons notamment que l'opinion publique internationale reste sensibilisée aux questions d'Afrique australe. Nous nous réunirons aussi souvent qu'il le faudra jusqu'à la prochaine rencontre des

chefs de gouvernement du Commonwealth, qui se tiendra en 1989 à Kuala Lumpur, afin de nous assurer que les objectifs arrêtés dans la Déclaration de l'Okanagan sont atteints.

Le Commonwealth et son Comité sur l'Afrique australe peuvent montrer la voie, mais nous ne sommes pas les seuls à avoir relevé le défi que présente l'Afrique du Sud à la communauté mondiale. Beaucoup d'autres pays et organisations, dont la plupart sont représentés ici, oeuvrent, individuellement et collectivement, dans la lutte contre l'apartheid et ses répercussions déstabilisatrices pour la région.

Depuis 1984, le Canada a pris plus de 25 sanctions distinctes contre l'Afrique du Sud, pour l'amener à changer sa politique. Nous avons contribué aux efforts déployés pour encourager le dialogue et pour aider les victimes et opposants de l'apartheid. Notre premier ministre et le gouvernement ont à cet égard joué un rôle actif que nous entendons poursuivre, à la Conférence, au Commonwealth, à la Francophonie, au Nations Unies ainsi qu'aux rencontres du Sommet économique des sept pays occidentaux. C'est dans cet esprit d'idéal commun et d'action commune que j'ai aujourd'hui l'honneur de représenter ici le gouvernement et le peuple du Canada.